

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

**Décret n° du
portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance**

NOR : CPAB1720286D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'action et des comptes publics,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances, notamment ses articles 13 et 56 ;

Vu la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

Vu l'avis de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale en date du ;

Vu l'avis de la commission des finances du Sénat en date du ;

Le Conseil d'État (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont ouverts à titre d'avance, pour 2017, des crédits d'un montant de 2 809 317 249 € en autorisations d'engagement et de 3 041 541 372 € en crédits de paiement applicables aux programmes du budget général mentionnés dans le tableau 1 annexé au présent décret et inscrits sur des titres autres que celui des dépenses de personnel.

Art. 2. – Sont annulés à cette fin, pour 2017, des crédits d'un montant de 2 809 317 249 € en autorisations d'engagement et de 3 041 541 372 € en crédits de paiement applicables aux programmes du budget général mentionnés dans le tableau 2 annexé au présent décret et inscrits sur des titres autres que celui des dépenses de personnel.

Art. 3. – Le ministre de l'action et des comptes publics est chargé, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

ÉDOUARD PHILIPPE

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'action et des comptes publics,

GÉRALD DARMANIN

ANNEXE
TABLEAU 1

INTITULÉ DE LA MISSION, DU PROGRAMME, DE LA DOTATION	Numéro du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement ouvertes	CRÉDITS de paiement ouverts
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales		98 868 616	101 401 669
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	206	98 868 616	101 401 669
Défense		643 200 000	643 200 000
Préparation et emploi des forces	178	643 200 000	643 200 000
Économie		1 500 000 000	1 484 916 732
Développement des entreprises et du tourisme	134	1 500 000 000	1 484 916 732
Égalité des territoires et logement		122 039 259	120 000 000
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	177	122 039 259	120 000 000
Gestion des finances publiques et des ressources humaines		164 800 000	164 800 000
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	218	164 800 000	164 800 000
Immigration, asile et intégration		217 747 085	206 156 528
Immigration et asile	303	217 747 085	206 156 528
Sport, jeunesse et vie associative		62 662 289	62 093 539
Jeunesse et vie associative	163	62 662 289	62 093 539
Travail et emploi			258 972 904
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	103		258 972 904
Totaux.....		2 809 317 249	3 041 541 372
<i>Dont titre 2.....</i>			

TABLEAU 2

INTITULÉ DE LA MISSION, DU PROGRAMME, DE LA DOTATION	Numéro du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement annulées	CRÉDITS de paiement annulés
Action extérieure de l'État		163 311 643	165 797 971
Action de la France en Europe et dans le monde	105	91 183 928	95 417 803
Diplomatie culturelle et d'influence	185	60 000 000	60 000 000
Français à l'étranger et affaires consulaires	151	12 127 715	10 380 168
Administration générale et territoriale de l'État		31 770 575	25 950 572
Administration territoriale	307	21 465 089	21 019 964
Vie politique, culturelle et associative	232	4 010 960	4 930 608
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	216	6 294 526	
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales			5 800 000
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	215		5 800 000

INTITULÉ DE LA MISSION, DU PROGRAMME, DE LA DOTATION	Numéro du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement annulées	CRÉDITS de paiement annulés
Aide publique au développement		157 972 296	136 227 743
Aide économique et financière au développement	110	25 000 000	20 000 000
Solidarité à l'égard des pays en développement	209	132 972 296	116 227 743
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation		26 626 505	26 235 154
Liens entre la Nation et son armée	167	1 566 951	1 175 600
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	169	25 000 000	25 000 000
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	158	59 554	59 554
Conseil et contrôle de l'État		5 075 468	3 030 777
Conseil d'État et autres juridictions administratives	165		2 000 000
Cour des comptes et autres juridictions financières	164	5 045 468	1 000 777
Haut Conseil des finances publiques	340	30 000	30 000
Culture		67 000 000	42 000 000
Patrimoines	175	3 000 000	3 000 000
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	224	64 000 000	39 000 000
Défense			850 000 000
Équipement des forces	146		850 000 000
Direction de l'action du Gouvernement		49 672 792	46 073 573
Coordination du travail gouvernemental	129	20 594 473	25 560 701
Protection des droits et libertés	308	2 814 773	2 867 282
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	333	26 263 546	17 645 590
Écologie, développement et mobilité durables			194 717 064
Infrastructures et services de transports	203		194 717 064
Économie		6 000 001	6 000 726
Statistiques et études économiques	220	4 000 001	4 000 726
Stratégie économique et fiscale	305	2 000 000	2 000 000
Égalité des territoires et logement		184 873 797	130 493 080
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	135	184 873 797	130 493 080
Engagements financiers de l'État		41 244 493	64 983 098
Épargne	145	41 244 493	41 244 493
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	344		23 738 605
Enseignement scolaire		81 522 847	81 611 039
Enseignement scolaire public du premier degré	140	7 000 000	7 000 000
Enseignement scolaire public du second degré	141	19 000 000	19 000 000
Vie de l'élève	230	8 000 000	
Enseignement privé du premier et du second degrés	139	11 000 000	11 000 000
Soutien de la politique de l'éducation nationale	214	30 000 000	38 000 000
Enseignement technique agricole	143	6 522 847	6 611 039
Gestion des finances publiques et des ressources humaines		136 451 002	120 074 139
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	156	76 500 000	76 500 000
Facilitation et sécurisation des échanges	302	25 000 000	25 000 000
Fonction publique	148	34 951 002	18 574 139
Immigration, asile et intégration		40 478 624	40 483 424
Intégration et accès à la nationalité française	104	40 478 624	40 483 424

INTITULÉ DE LA MISSION, DU PROGRAMME, DE LA DOTATION	Numéro du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement annulées	CRÉDITS de paiement annulés
Justice		159 800 000	159 800 000
Justice judiciaire	166	25 400 000	14 000 000
Administration pénitentiaire	107	105 000 000	105 000 000
Protection judiciaire de la jeunesse	182	12 100 000	16 800 000
Accès au droit et à la justice	101	10 000 000	10 000 000
Conduite et pilotage de la politique de la justice	310	7 300 000	14 000 000
Médias, livre et industries culturelles		8 000 000	8 000 000
Presse et médias	180	4 000 000	4 000 000
Livre et industries culturelles	334	4 000 000	4 000 000
Politique des territoires		238 760 996	84 533 892
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	112	105 995 827	35 075 459
Interventions territoriales de l'État	162	2 392 080	2 944 078
Politique de la ville	147	130 373 089	46 514 355
Recherche et enseignement supérieur		268 364 509	259 585 802
Formations supérieures et recherche universitaire	150	95 000 000	95 000 000
Vie étudiante	231	51 009 697	46 410 086
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	172	27 687 494	33 477 778
Recherche spatiale	193	5 146 353	5 146 353
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	192	72 442 721	57 380 324
Recherche duale (civile et militaire)	191	10 500 000	15 600 000
Enseignement supérieur et recherche agricoles	142	6 578 244	6 571 261
Relations avec les collectivités territoriales		58 762 626	216 351 332
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	119	50 000 000	209 039 671
Concours spécifiques et administration	122	8 762 626	7 311 661
Santé		22 414 146	24 514 146
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	204	22 414 146	24 514 146
Sécurités		288 082 665	243 606 036
Police nationale	176	133 031 243	110 000 000
Gendarmerie nationale	152	111 445 386	90 000 000
Sécurité et éducation routières	207	3 606 036	3 606 036
Sécurité civile	161	40 000 000	40 000 000
Solidarité, insertion et égalité des chances		66 639 354	77 155 994
Égalité entre les femmes et les hommes	137	7 500 000	7 500 000
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	124	59 139 354	69 655 994
Sport, jeunesse et vie associative		16 794 935	17 087 590
Sport	219	16 794 935	17 087 590
Travail et emploi		689 697 975	11 428 220
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	103	679 560 593	
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	111	1 000 000	1 000 000
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	155	9 137 382	10 428 220
Totaux.....		2 809 317 249	3 041 541 372
<i>Dont titre 2.....</i>			

